

La culture au temps du coronavirus

REGARDS D'ALLEMAGNE, DE FRANCE ET DE POLOGNE

La culture au temps du coronavirus

Regards d'Allemagne, de France et de Pologne

Sommaire

- Introduction :** Noémie Kaufman,
chargée de projets, Fondation Genshagen p. 3
- Une perspective allemande :** interview de Skadi Jennicke,
maire adjointe à la Culture de la ville de Leipzig p. 7
- Une perspective française :** interview de Sylvie Hamard, directrice du festival
Perspectives et directrice de production de Château de Versailles Spectacles . . . p. 13
- Une perspective polonaise :** interview de Jarosław Fret,
directeur de l'Institut Jerzy Grotowski p. 18
- Mentions légales** p. 22

Noémie Kaufman chargée de projets, « Dialogue artistique et culturel en Europe », Fondation Genshagen

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 touchent tous les domaines de la société. Pour différentes raisons, le secteur culturel est particulièrement frappé, et pas seulement parce qu'il a été l'un des premiers à subir des restrictions considérables ou parce que ce sera probablement l'un des derniers à en être complètement libéré. Au début de la pandémie, tous les acteurs du secteur culturel — artistes, institutions, mais aussi prestataires de services nécessaires au fonctionnement de la vie culturelle — ont été confrontés pratiquement du jour au lendemain à l'impossibilité voire à l'interdiction d'exercer leur activité. Pendant les premières semaines et les premiers mois de la pandémie, différentes mesures ont été prises pour leur apporter un soutien financier.

Compte tenu de l'évolution positive de la pandémie en Europe au début de l'été, le processus de réouverture a été enclenché, mais les grands événements restent pour le moment interdits et les règles de distanciation et d'hygiène doivent être partout respectées. Au moment de la rédaction de ce texte, à la mi-septembre, la situation s'est à nouveau aggravée. En France notamment, le nombre de personnes infectées a fortement augmenté au cours

des dernières semaines. Les mesures prises pourraient donc rester en vigueur pendant de nombreux mois encore, voire être encore durcies, car on redoute une seconde vague.

Cela confronte tous les acteurs du secteur culturel à d'immenses défis, qui sont de multiple nature. L'ensemble des disciplines artistiques et des secteurs de l'industrie culturelle et créative restent particulièrement touchés par les mesures d'endiguement de la pandémie, notamment là où les contacts physiques ne peuvent être évités. La reprise des activités culturelles, si tant est qu'elle soit possible, doit se faire sous une forme nouvelle, de nouveaux concepts doivent être élaborés afin de rétablir le lien entre la culture et le public en tenant compte des circonstances actuelles.

Quelques mois se sont écoulés depuis le début de la crise. La Fondation Genshagen, dont la mission est de promouvoir les échanges culturels en Europe, et en particulier entre la France, l'Allemagne et la Pologne, a souhaité donner un aperçu de la situation de la culture au temps du coronavirus dans ces trois pays. L'objectif est de mettre en évidence les différentes réactions face à la détresse du secteur culturel ainsi que les perspectives d'avenir envisagées dans les pays du Triangle de Weimar. En effet, au début de la pandémie, on a très vite constaté en Europe un repli instinctif sur l'État-nation, chaque pays réfléchissant de son côté et prenant des mesures sans concertation avec l'UE, ou du moins avec ses voisins directs — contexte qui a également très vite conduit à des fermetures de frontières. Le secteur culturel n'a pas échappé à ce recentrage sur la nation ni au manque de dialogue au sein de l'UE. Là aussi, chaque pays a réfléchi et décidé séparément toutes ses actions, ce phénomène étant encore renforcé en Allemagne par le fédéralisme, puisque chaque Land a pris des mesures de soutien différentes.



La Fondation Genshagen tient à préserver la circulation d'informations et l'échange d'expériences par-delà les frontières nationales et linguistiques, même si de véritables rencontres et échanges directs ne sont guère possibles à l'heure actuelle. Pour contribuer à la réflexion, nous avons réalisé pour cette publication, disponible dans les trois langues, des entretiens avec une personnalité du secteur culturel de chacun des pays du Triangle de Weimar, afin de comprendre la manière dont la situation y est abordée.

Concernant l'Allemagne, afin de recueillir un point de vue venant de la politique culturelle, nous avons demandé à Skadi Jennicke, maire adjointe à la Culture de la ville de Leipzig, de brosse pour le lectorat européen un tableau de la situation actuelle et des plus grands défis auxquels est confrontée la culture au temps du coronavirus — à Leipzig comme dans toute l'Allemagne. Pour la France et la Pologne, nous présentons le point de vue de personnalités du domaine des arts du spectacle. Nous avons demandé à Sylvie Hamard, directrice du festival Perspectives et directrice de production de Château de Versailles Spectacles, et à Jarosław Fret, directeur de l'Institut du théâtre Jerzy Grotowski, de nous faire part de leurs expériences dans leurs pays respectifs.

Ces trois personnalités ont eu à répondre aux mêmes questions. Pour commencer, nous les avons invitées à décrire la situation actuelle de la culture dans leur pays. Nous leur avons ensuite demandé de faire un bref exposé des principales mesures prises chez eux pour soutenir le secteur culturel et de ce qui manque encore. Nous leur avons également demandé quels enseignements peuvent être tirés de la crise pour la future reconstruction du secteur culturel et, pour finir, quelles nouvelles voies sont

envisageables pour rétablir le lien entre les artistes, les institutions culturelles et le public avant la reprise totale des activités culturelles.

Il apparaît que la plupart des acteurs du secteur culturel en France, en Allemagne et en Pologne rencontrent le même type de problèmes. Après le confinement généralisé, certains secteurs ont pu rouvrir sous certaines conditions, mais du fait des règles de distanciation, le public n'a qu'un accès limité à la culture. Or la perte de recettes qui en découle n'est guère supportable économiquement pour nombre d'institutions culturelles. Outre les aides financières, il est donc nécessaire de concevoir de nouveaux modèles d'événements permettant de continuer à montrer l'art et la culture. Les acteurs culturels s'efforcent d'élaborer de nouveaux concepts, ils innovent et expérimentent des formats inhabituels, susceptibles de leur permettre de donner accès à l'art dans de nouvelles conditions, tout en y trouvant leur compte. Les personnalités interrogées relèvent entre autres le recours très rapide aux formats numériques dans le secteur culturel, formats qui — au moins à titre temporaire — permettent de maintenir le contact avec le public, mais qui ne sauraient remplacer durablement les rencontres réelles et les expériences en direct avec le public, notamment parce qu'ils ne répondent pas au caractère participatif de la culture.

Les trois interlocuteurs décrivent les différentes mesures de soutien mises en œuvre dans leurs pays respectifs et rappellent que l'art est l'œuvre de personnes aux compétences uniques — qu'il s'agisse d'artistes individuels ou d'ensembles culturels — et que l'on ne saurait purement et simplement les remplacer, les réduire ou se passer d'eux. L'art et la culture ne peuvent exister que si les actrices et les acteurs du secteur culturel survivent à la crise, c'est-à-dire si les artistes indépendants reçoivent un soutien financier, si



les emplois sont maintenus dans les institutions culturelles, et si la disparition des structures, qui menace lourdement le secteur, peut être évitée à temps. Outre les aides financières, nos interlocuteurs proposent également des programmes opérationnels : des commandes publiques pourraient contribuer à réanimer le secteur, à relancer l'activité — et elles ne coûteraient pas plus cher que le financement du non-emploi.

Il est intéressant de constater qu'avant la pandémie, la culture était financée très différemment dans les trois pays et que les mesures de soutien mises en œuvre ont été tout aussi différentes — mais que partout, il est apparu clairement que le secteur culturel se trouve dans une situation particulièrement difficile. Cela montre que la pandémie accentue des problèmes structurels déjà existants, qu'elle aggrave la précarité qui sévit en partie dans le secteur culturel, et que de nouvelles réflexions seront nécessaires en matière de politique culturelle afin de protéger durablement la culture, y compris après la fin de la pandémie.

P.5

Les personnalités interrogées évoquent la crainte de nouvelles fermetures en automne ou en hiver, crainte généralisée qui rend très difficiles toute planification et toute programmation, malgré une volonté bien présente de maintenir la culture vivante et de la montrer. Elles soulignent aussi particulièrement le principe élémentaire de solidarité qui anime le secteur culturel, le recours aux réseaux établis, les échanges et l'existence d'un sentiment d'appartenance qui l'emportent largement sur l'idée de concurrence. Outre les pertes financières qui les affectent, les artistes sont confrontés à un même défi : leurs outils et leurs objectifs ont été victimes de la crise, et, de surcroît, ils doivent tous restaurer le lien de confiance qu'ils avaient avec le public.

Nous remercions vivement nos interlocuteurs d'avoir bien voulu nous exposer leur vision des choses et tenons à rappeler que leurs contributions sont des instantanés d'une situation en constante évolution. Les textes ont été rédigés à la mi-août, puis traduits.

Nous espérons vivement que, dans les trois pays du Triangle de Weimar, la culture surmontera la crise avec le moins de dommages possible, et que les échanges culturels internationaux pourront bientôt reprendre. Il ne peut y avoir de cohésion en Europe sans connaissance de l'autre, sans dialogue, sans relations suivies ni rencontres. Et à cet égard, la culture a un rôle fondamental à jouer.





© Theater der Jungen Welt | Sebastian Schimmel
Le public suit la pièce « Sur sept ponts » du
« Theater der Jungen Welt » depuis les rives du
canal Karl Heine.



Skadi Jennicke maire adjointe à la Culture de la ville de Leipzig

P.7

COMMENT SE PORTE LA CULTURE DANS VOTRE PAYS, PRÈS DE CINQ MOIS APRÈS LE DÉBUT DU CONFINEMENT ?¹

Nous sommes en pleine crise. Cette crise frappe tous les domaines de notre société, publics comme privés. Ce qui est nouveau et inhabituel, en particulier pour les acteurs culturels, c'est que le moteur du changement, ce n'est pas nous, mais un virus invisible. Retrouver son autonomie, récupérer les acquis d'un vivre ensemble éclairé et émancipé est le devoir de tout individu, mais aussi de chaque institution, de chaque microcosme sociétal. Dans ce type de situation précisément, la culture peut et devrait nous aider à sortir du mode crise et à le surmonter avec enthousiasme, inventivité, et avec l'euphorie de la découverte. Pour le moment, ce n'est vraiment pas facile car la culture est elle-même particulièrement touchée par la crise, sur une durée plus longue que dans d'autres secteurs, et par la dimension existentielle qu'elle prend.

Avant le coronavirus, la culture connaissait un incroyable essor en Allemagne, quantitativement et surtout qualitativement. Les injonctions à se justifier venues de la politique et de la société civile s'atténaient, on avait presque l'impression que la nécessité de l'art et de la culture, la pertinence de la liberté, qui est en fin de compte le véritable enjeu, étaient largement acceptées. Il a été d'autant plus décevant de constater que ces victoires ont vite été remises en cause à l'approche de la tempête. Nous ne pouvons l'accepter. À cela s'ajoute que la pandémie freine la mise en œuvre de nombreuses stratégies culturelles : à Leipzig, par exemple, le renforcement de notre offre de festivals ou le développement de nos institutions culturelles en tiers-lieux.

L'interdiction des manifestations décrétée en mars 2020 a entraîné des pertes sévères. Nombre d'entreprises et de professionnels de la culture n'ont pas pu constituer les réserves nécessaires pour surmonter une période aussi difficile. L'ampleur des pertes dépendra donc pour chacun de la durée des restrictions. Si celles-ci perdurent, je crains que l'offre artistique et culturelle en pâtisse considérablement, et même que nous soyons confrontés à des pertes structurelles.

Entretiens, certains centres ont repris le travail, en appliquant des règles de distanciation et des mesures d'hygiène, et nous assistons à une mutation de l'activité culturelle, qui doit apprendre à s'adapter au virus de la COVID-19. La stratégie à court terme pour faire face à la situation, c'est de naviguer à vue. À long terme, il faudra anticiper les scénarios et étudier différentes solutions stratégiques. À mon avis, la priorité absolue est de préserver l'infrastructure culturelle et la diversité de notre paysage culturel. Et dans toutes ces réflexions, il est de notre devoir d'intégrer les membres de la société les plus fragiles sur le plan économique et social.



POUVEZ-VOUS RÉSUMER, À L'INTENTION DES LECTEURS EUROPÉENS, LES PRINCIPALES MESURES PRISES POUR SOUTENIR LES ACTEURS CULTURELS DANS VOTRE PAYS? SELON VOUS, CES MESURES SONT-ELLES EFFICACES? QUE RESTE-T-IL D'URGENT À FAIRE, QUEL SOUTIEN FAUT-IL ENCORE APPORTER?

En Allemagne, la politique culturelle est orchestrée par un système fédéral et en même temps, elle est soumise au principe de subsidiarité. Par conséquent, une mission étatique doit être assumée dans la mesure du possible par le niveau inférieur ou par une entité plus petite. Quand il s'est avéré que les communes n'étaient pas en mesure de compenser elles-mêmes les conséquences économiques et financières de la crise, les Länder et le gouvernement fédéral ont élaboré des programmes d'aide pour stabiliser l'ordre social et les bases économiques. Cette structure a le grand avantage de permettre de réagir aux événements locaux sans engager toute l'Allemagne. Son inconvénient potentiel, c'est que les différents programmes d'aide des Länder sont susceptibles de créer des conditions inégales pour les citoyens en fonction de la région où ils vivent. Sur ce point, on ne peut que déplorer l'absence de concertation.

Malgré tout, en Allemagne, les structures politiques ont conservé leur capacité d'action à tout moment. Ce faisant, la perception de la politique et de l'administration a considérablement changé. Il est impressionnant de voir tout ce qui a été mis en place, et continue à être réalisé, à tous les niveaux en aussi peu de temps.

L'État libre de Saxe met 68 millions d'euros à la disposition du secteur de la culture et du tourisme. Le gouvernement fédéral fournit une aide transitoire de 25 milliards d'euros aux petites et

moyennes entreprises afin d'amortir leurs pertes de chiffre d'affaires liées au coronavirus et de les empêcher de mettre la clé sous la porte. Par ailleurs, un milliard d'euros sont débloqués au titre du « Nouveau départ pour la culture » pour les investissements liés à la pandémie (250 millions), le renforcement des infrastructures culturelles (480 millions), la promotion des offres numériques (150 millions), les besoins supplémentaires liés à la pandémie des institutions et des projets culturels régulièrement soutenus par le gouvernement fédéral (100 millions), et l'aide à la radiodiffusion privée (20 millions).

Nous éprouvons le plus grand respect pour les efforts considérables déployés par toutes les fédérations d'associations culturelles qui conseillent leurs réseaux et révèlent les difficultés. C'est une mission que nous souhaitons également assumer à Leipzig. Les stratégies que nous avons définies suivent deux directions : sur le plan politique, nous menons des discussions sur la situation épineuse que nous traversons et ses possibles conséquences structurelles (disparition de lieux et d'ensembles culturels) avec le Land et le gouvernement fédéral. Sur le terrain en revanche, nous avons pris à Leipzig des mesures concrètes de soutien immédiat, comme la mise en place d'un programme de bourses temporaires pour les artistes indépendants et le financement de petits projets numériques. Par ailleurs, la municipalité a instauré un programme d'aide pour les travailleurs indépendants. En six semaines, jusqu'au 30 juin 2020, environ cinq millions d'euros ont été versés, dont 41 % pour répondre aux demandes émanant de la pratique artistique et 59 % à celles des métiers traditionnels de l'artisanat.



LA PANDÉMIE A MIS EN ÉVIDENCE LA FRAGILITÉ DU SECTEUR CULTUREL, A RÉVÉLÉ SES FAIBLESSES STRUCTURELLES ET SES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT, ET A RENFORCÉ L'ATTENTION PORTÉE AUX INSTITUTIONS FINANCÉES PAR L'ÉTAT. QUELLES LEÇONS DEVRIONS-NOUS TIRER DE CETTE CRISE POUR LA RECONSTRUCTION FUTURE DU SECTEUR CULTUREL ?

Le Conseil culturel allemand, organisation faîtière des associations culturelles fédérales, plaide pour une législation forte en matière de droit d'auteur, une juste rémunération et une assurance vieillesse obligatoire pour les personnes impliquées dans la création culturelle. Le 26 juin 2020, il a publié un rapport sur la situation économique et sociale des femmes et des hommes du secteur culturel, qui confirme la précarité des salariés et des travailleurs indépendants de ce secteur. La violence avec laquelle la pandémie de coronavirus les a frappés montre, selon le rapport, que des changements sont nécessaires dans ce domaine.²

Dans le secteur culturel, on préfère encore généralement se contenter d'un budget trop faible, plutôt que de renoncer à la réalisation d'un projet. Sur ce point, par exemple, il faudrait impérativement pratiquer une gestion de projet agile en subordonnant la mise en œuvre saine d'un projet à la constitution d'une réserve de 20 % du budget destinée à faire face aux imprévus. Dans la culture, nous devons donc avoir le courage de penser en entrepreneurs, et avoir plus confiance en nous.

De son côté, l'administration doit se montrer plus souple sur les directives fixées en matière de subvention et sur les marges de manœuvre qu'elles comportent. Les subventions liées à des contributions propres modifient le financement d'un projet à chaque

décision. Reste à savoir si au cours des prochaines périodes de financement, les praticiens de la culture pourront réunir les ressources propres nécessaires qui jusqu'à présent conditionnaient l'obtention de fonds tiers. La maxime suprême qui devrait donc présider à la reconstruction du secteur culturel est un financement suffisant avec une rétribution convenable des prestations artistiques.

La crise permettra peut-être d'appuyer l'exigence de rémunérations appropriées, loin de l'exploitation du passé, au profit d'une rétribution tenant compte de la valeur réelle d'une prestation artistique, risque de défaillance et prestations de prévoyance inclus. Ce serait souhaitable.

Le principe même de la solidarité offre également la possibilité de renforcer la coopération en général. Par exemple, dans le cadre de son opération « Leipzig klingt weiter » (À Leipzig, la musique est toujours là), le Gewandhaus Leipzig a mis ses salles à la disposition de musiciens indépendants, soulignant ainsi une fois de plus la diversité de la ville par la mise en ligne de nombreuses vidéos.



— OUTRE LES BESOINS EXISTENTIELS DU SECTEUR CULTUREL, ON OBSERVE UNE TRIPLE FRUSTRATION DANS LE CONFINEMENT DE LA VIE CULTURELLE : LA FRUSTRATION DES ARTISTES, LA FRUSTRATION DES INSTITUTIONS CULTURELLES, MAIS AUSSI CELLE DU PUBLIC. QUELS SONT LES MOYENS ENVISAGEABLES POUR RÉUNIR À NOUVEAU CES TROIS « ÉLÉMENTS » EN ATTENDANT LA RÉOUVERTURE COMPLÈTE ?

La seule manière sensée, c'est de s'y mettre collectivement. De fait, ce que nous voyons, c'est un fort sentiment d'appartenance au collectif, des associations extrêmement engagées et aussi la solidarité des gens attachés aux centres culturels. La frustration se manifeste parfois quand l'angoisse existentielle l'emporte, par exemple parce qu'un nouveau programme de soutien ne s'applique pas exactement à tous les acteurs ou que l'accueil du public est plus réservé qu'à l'habitude, mais elle ne domine pas le quotidien.

Pour les praticiens de la culture, il est important de se faire entendre, en particulier par les administrations locales, mais aussi par le gouvernement fédéral et les Länder. Sur ce point, les structures en réseau existantes sont extrêmement payantes, car tous les acteurs culturels sont confrontés aux mêmes problèmes et se soutiennent mutuellement.

Notons que dans ce contexte, l'idée de concurrence semble reléguée au second plan. Nous assistons à l'émergence de modèles qui soulignent l'importance de la cohésion sociale. Les petites salles trouvent ainsi la possibilité de produire des spectacles dans des lieux culturels plus importants pour augmenter leur capacité d'accueil. Nous constatons également une nette augmentation des projets en plein air. Les campagnes ciblées de financement

participatif, qui couvrent les frais de productions entières, ont également fait leurs preuves. Tout cela est soutenu par un public en majorité avisé, grâce à une compréhension accrue.

La soif de culture exige constamment des impulsions et des échanges. Nous sommes submergés d'émotions quand les manifestations culturelles se déroulent de nouveau en direct, quand les artistes et le public se rencontrent. C'est une expérience incroyablement émouvante et qui donne une énergie phénoménale. Malgré la situation financière difficile, les acteurs culturels veulent remplir leur mission envers la société. Le message est le suivant : « Nous sommes là. La culture vit ! ». Les communes peuvent apporter leur soutien en matière de communication. Les formats numériques sont un bon complément et une planche de salut en période d'isolement, mais ils ne peuvent en aucun cas remplacer l'échange direct.

La frustration est assurément un élément de la situation, mais elle ne doit pas entraver le débat qui accompagne la recherche de solutions. Pour mener à bien ce processus, il faut que les artistes, les institutions culturelles et le public se rapprochent, sinon physiquement, du moins dans leur manière de voir les choses.

1 Note de l'éditeur : Toutes les interviews dans la présente publication ont été réalisées mi-août 2020.

2 Schulz, Gabriele/ Zimmermann, Olaf (2020) : Frauen und Männer im Kulturmarkt. Bericht zur wirtschaftlichen und sozialen Lage, p. 009, Berlin : Deutscher Kulturrat e.V.





« La fin demain », Zirkus Morsa,
Festival PERSPECTIVES 2018
© Oliver Dietze

p. 12



Sylvie Hamard

directrice du festival Perspectives et directrice de production de Château de Versailles Spectacles

COMMENT SE PORTE LA CULTURE DANS VOTRE PAYS, PRÈS DE 5 MOIS APRÈS LE DÉBUT DU CONFINEMENT ?

Une étude du Ministère de la Culture a permis une première estimation de l'impact de la Covid-19 sur le secteur culturel : 22,3 milliards d'euros de perte de chiffre d'affaires. Avant la crise sanitaire, le secteur affichait un chiffre d'affaires de 97 milliards d'euros, comptant 80 000 entreprises et 635 700 personnes travaillant dans le domaine culturel. Le spectacle vivant a été le premier secteur lourdement impacté. Tous les festivals de l'été ont été annulés. Les salles ne peuvent toujours pas rouvrir normalement et de nombreuses structures sont menacées de fermeture. Les jauges restreintes imposées ne sont pas viables économiquement.

Contrairement à la littérature, au cinéma, à la musique, qui peuvent continuer à exister chez soi, le spectacle vivant n'existe pas sans une rencontre avec un public. Or, une salle pleine est le contraire de la distanciation sociale. Sans compter que les seniors, population à risque, constituent une part importante du public. La

moitié des Français entend limiter ses sorties culturelles tant que la crise sanitaire ne sera pas terminée ; ce qui est peu rassurant pour les organisateurs de spectacles.

Les grandes manifestations en extérieur ont pu reprendre avec une jauge limitée à 5 000 personnes, le port du masque obligatoire et des mesures sanitaires très contraignantes.

Les musées et monuments historiques connaissent une baisse vertigineuse de leur fréquentation du fait de l'absence de touristes étrangers et de la limitation imposée du nombre de visiteurs : moins 70% en moyenne. Les salles de cinéma ne connaissent depuis leur réouverture que 30% de fréquentation ! Les pertes financières sont trop lourdes, certaines salles ont décidé de fermer à nouveau.

Seul le jeu vidéo et les plateformes numériques ont pu prospérer pendant la crise. Le secteur du livre connaît une hausse significative depuis la fin du confinement. Quant aux tournages cinématographiques, ils sont en train de reprendre progressivement.

POUVEZ-VOUS RÉSUMER, À L'INTENTION DES LECTEURS EUROPÉENS, LES PRINCIPALES MESURES PRISES POUR SOUTENIR LES ACTEURS CULTURELS DANS VOTRE PAYS ? SELON VOUS, CES MESURES SONT-ELLES EFFICACES ? QUE RESTE-T-IL D'URGENT À FAIRE, QUEL SOUTIEN FAUT-IL ENCORE APPORTER ?

La mesure la plus urgente mise en place par l'Etat français pour tous les secteurs économiques a été la prise en charge de l'activité partielle à hauteur de 84% du salaire net. Cette aide a été essentielle pour la survie des entreprises et le soutien aux salariés.



Nous avons la chance en France d'avoir le statut d'intermittent du spectacle et de l'audiovisuel. C'est un soutien considérable qui n'existe nulle part ailleurs. Environ 250 000 personnes relèvent de ce régime spécifique. L'artiste ou technicien doit attester de 507 heures travaillées sur 12 mois. Chaque année, à la même date, ce quota horaire doit être de nouveau justifié. Les intermittents bénéficient ainsi d'une allocation chômage dans les périodes non travaillées. Afin de les soutenir, l'Etat a décidé d'une « période blanche » d'une durée d'un an. Les artistes n'étant plus en mesure de travailler et de comptabiliser des heures depuis le début de la crise ne perdront pas leur statut d'intermittent.

Le ministre de la Culture Franck Riester (en poste jusqu'en juillet 2020) a mobilisé 5 milliards d'euros et a rappelé : « *Face à la déstabilisation brutale et durable de la culture et des médias, le gouvernement s'est mobilisé de façon inédite pour protéger les artistes et les acteurs culturels et préserver les emplois. Nous devons défendre notre modèle culturel, et en faire un pilier de la relance* ». ³

Le plan de soutien prévoit des mesures concrètes, comme la mise en place d'un fonds de garantie pour les tournages de productions cinématographiques et audiovisuelles ainsi qu'un plan de commandes publiques qui doit être lancé dans chacun des domaines culturels. Le gouvernement prévoit par ailleurs le remboursement anticipé de certains crédits d'impôts et le report du paiement des loyers et des charges. Il a également mis en place un dispositif inédit permettant à l'Etat de garantir des prêts à hauteur de 300 milliards d'euros. L'objectif étant de soutenir l'économie française, dont le secteur culturel, en soulageant la trésorerie des entreprises et des professionnels et en proposant des modalités de remboursement très souples.

Face à des indications contradictoires, les organisateurs et les artistes sont dans l'expectative : autant dire que le public le ressent, et à sa crainte d'être contaminé, s'ajoute celle de devoir attendre le remboursement de sa place si le spectacle devait être annulé. La rentrée affiche un record à la baisse des réservations, malgré une offre déjà restreinte dans de nombreuses salles.

Il faut donc d'urgence clarifier le dispositif sanitaire des salles pour la rentrée. Pour un opéra ou un théâtre, il paraît cohérent de demander le port du masque obligatoire au public, ceci permettant de ne pas avoir à limiter la jauge (à l'instar des trains autorisés à pleine jauge). La nouvelle ministre de la Culture Roselyne Bachelot s'est d'ailleurs prononcée pour la fin de la distanciation dans les salles de spectacle avec port du masque obligatoire.

Si l'Etat ne clarifie pas de toute urgence la situation, en l'assouplissant intelligemment, on va directement à la catastrophe, économique et artistique : les deux étant intimement liés ... ⁴

Certaines propositions ont été émises par le secteur culturel :

- Prolongation de la prise en charge intégrale par l'Etat du dispositif d'activité partielle autant que nécessaire.
- Une aide financière de soutien pour les entreprises culturelles menacées de disparition.
- Suppression des cotisations sociales depuis le 1^{er} mars 2020, et pour le premier semestre 2021 – le but est clairement de sauvegarder les emplois permanents.

Une solution serait certainement de transformer des aides palliatives (prêts, activité partielle remboursée) en soutiens constructifs : des commandes publiques pourraient être des moteurs forts



pour tous les secteurs culturels, ne coûteraient pas plus cher que de financer les effets de l'inactivité et relanceraient l'activité.

————— LA PANDÉMIE A MIS EN ÉVIDENCE LA FRAGILITÉ DU SECTEUR CULTUREL, A RÉVÉLÉ SES FAIBLESSES STRUCTURELLES ET SES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT, ET A RENFORCÉ L'ATTENTION PORTÉE AUX INSTITUTIONS FINANCÉES PAR L'ÉTAT. QUELLES LEÇONS DEVRIONS-NOUS TIRER DE CETTE CRISE POUR LA RECONSTRUCTION FUTURE DU SECTEUR CULTUREL ?

« Depuis plus de 20-25 ans, les diminutions régulières du financement de la culture nous amènent à une crise qui est révélée par le virus. », a estimé Stéphane Lissner, directeur général de l'Opéra de Paris sur France Inter le 5 mai. Selon lui, le pacte de stabilité de 2017 qui a plafonné les dépenses des collectivités locales les amène à se désengager puisque la culture n'est pas prioritaire. Le risque est que *« la diversité, l'innovation, la création vont être peu à peu remplacés par une forme de globalisation »*. Stéphane Lissner demande la mise en œuvre d'un *« projet culturel redéfini entre régions et État »*.⁵

Par ailleurs, le secteur culturel est très lié au tourisme. Si nous voulons conserver un secteur capable de répondre présent lorsque la demande touristique et artistique reviendra, les pouvoirs publics doivent agir maintenant et avec détermination pour maintenir les salariés dans ces deux secteurs malgré la perte de recettes en allégeant par exemple les charges sociales. Sinon, les structures culturelles et touristiques ne pourront pas satisfaire le public, et la France perdra sa place de leader dans ce domaine, avec des conséquences économiques terribles sur l'emploi.

Pour parler plus précisément du spectacle vivant, la France a fait le choix depuis une cinquantaine d'années de limiter le nombre des structures subventionnées à personnel permanent (artistique, technique et administratif : comme l'Opéra de Paris ou la Comédie Française) pour aider plutôt au développement de petites structures de production artistique : les compagnies théâtrales et chorégraphiques, les lieux de diffusion type Centres Dramatiques Nationaux, scènes nationales, opéras et théâtres de ville, les ensembles musicaux indépendants, etc. Le paysage artistique est aujourd'hui essentiellement bâti sur ces diffuseurs et producteurs de droit privé, dont les salariés ne sont pas fonctionnaires, mais qui emploient essentiellement des salariés et des intermittents.

Le résultat de la crise actuelle sera une avalanche de conséquences négatives sur ces diffuseurs et producteurs indépendants : annulations de spectacles en cours et à venir, perte de recettes, donc problème immédiat d'emploi. Or c'est l'emploi qui est au cœur de la production artistique ! Il faut donc aujourd'hui privilégier l'emploi, l'activité et la création de richesses. Une aide financière doit être apportée rapidement à chaque entreprise pour lui éviter de sombrer et de licencier.



— OUTRE LES BESOINS EXISTENTIELS DU SECTEUR CULTUREL, ON OBSERVE UNE TRIPLE FRUSTRATION DANS LE CONFINEMENT DE LA VIE CULTURELLE : LA FRUSTRATION DES ARTISTES, LA FRUSTRATION DES INSTITUTIONS CULTURELLES, MAIS AUSSI CELLE DU PUBLIC. QUELS SONT LES MOYENS ENVISAGEABLES POUR RÉUNIR À NOUVEAU CES TROIS « ÉLÉMENTS » EN ATTENDANT LA RÉOUVERTURE COMPLÈTE ?

Le numérique peut être une solution transitoire. Certains orchestres et solistes ont pu par exemple continuer à travailler grâce à des captations audiovisuelles qui vont être diffusées sur différentes plateformes. Mais cela ne rapporte que peu de recettes et ne peut être une solution pérenne.

Certains festivals annulés ont inventé une forme numérique pour maintenir un lien avec leur public. Je n'ai pour ma part pas choisi cette voie pour le festival Perspectives ; le spectacle vivant a besoin d'un public en présentiel.

D'autres ont choisi d'organiser des spectacles en extérieur permettant, en respectant des règles sanitaires précises, de rassembler un public limité. Le problème reste que cela n'est pas viable économiquement.

Mais toutes ces propositions, si elles sont transitoires, ont le mérite de garder le lien avec le public. Il faudra faire preuve d'inventivité : créer des spectacles de petite forme dans des lieux adaptés au contexte, imaginer des formats de courte durée permettant plusieurs représentations successives pour obtenir *in fine* une jauge normale. Enfin trouver de nouvelles voies rassurantes pour le public.

3 <https://www.culture.gouv.fr/Presse/Communiqués-de-presse/Mobilisation-exceptionnelle-de-5-milliards-d-euros-en-faveur-de-la-culture-et-des-medias-pour-repondre-aux-consequences-economiques-de-la-COVID-19> [consulté le 24/09/2020]

4 Note de l'éditeur : Depuis la rédaction de cette interview, le gouvernement français a annoncé dans le cadre de son plan de relance du 3 septembre 2020 de nouvelles mesures visant à soutenir le secteur culturel. Au sein de ce plan de relance, une enveloppe de 2 milliards pour la culture permettra de soutenir le patrimoine dans les territoires, de favoriser la reprise du spectacle vivant et la reconquête du modèle de création, ainsi que de consolider les grandes filières économiques culturelles. Par ailleurs, il est prévu d'autoriser dans les zones du territoire où la circulation du virus est contenue l'ouverture des salles à pleine jauge avec port du masque obligatoire : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf [consulté le 24/09/2020]

5 <https://www.franceinter.fr/emissions/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien/l-invite-de-8h20-le-grand-entretien-05-mai-2020> [consulté le 24/09/2020]



« Les Dodos », Le P'tit Cirk,
Festival PERSPECTIVES 2019
© Oliver Dietze

p.17



Jarosław Fret directeur de l'Institut Jerzy Grotowski

COMMENT SE PORTE LA CULTURE DANS VOTRE PAYS, PRÈS DE CINQ MOIS APRÈS LE DÉBUT DU CONFINEMENT ?

L'interdiction totale d'activité, tant dans le cadre extérieur (organisation de spectacles, concerts, représentations) qu'intérieur (tenue des répétitions, entraînements, enseignements) est tombée pour la sphère du théâtre en Pologne à un moment qui d'habitude foisonne avec une intensité particulière de festivals, premières théâtrales, revues. Ceci explique que le domaine des arts du spectacle ait douloureusement ressenti cette première étape du régime d'isolement social. Le contact avec le public, la présence physique en un lieu et en un temps donnés est la base, la définition même de la situation de théâtre. L'interdiction des rencontres et l'isolement forcé ont porté un coup non seulement au fonctionnement du théâtre, mais aussi (du moins dans le ressenti personnel des créateurs) à la nature même de la « foi » en la finalité du métier exercé, souvent compris comme une vocation. Je veux par là non pas tant convoquer l'image romantique de l'artiste ou encore de l'art, qui occuperait une place spéciale par rapport « au reste de la société », mais plutôt faire remarquer la spécificité de la crise « intérieure » qui a ébranlé le domaine de la culture, auquel incombe la tâche de

stimuler et d'orienter des changements sociétaux. Le sentiment que tous les outils opérationnels leur ont été ôtés, et surtout que les objectifs poursuivis jusque-là sont remis en question, accompagne les créateurs de théâtre depuis le début de la pandémie.

La période de pandémie a également eu des conséquences sur l'intervalle traditionnellement fixé entre les saisons artistiques. Lorsque les répétitions ont pu reprendre début juin, de nombreuses institutions ont porté tous leurs efforts sur l'élaboration d'une nouvelle proposition de programme (prenant en compte les restrictions sanitaires). Il ne fait aucun doute qu'un changement de modèle d'approche du public sera nécessaire et que les modes de réception se modifieront. Cependant, les craintes les plus grandes sont liées non pas tant à la prolongation de la période de confinement ou de limitation institutionnelle qu'au risque d'une ouverture un peu rapide suivie d'un nouveau confinement qui porterait un coup aux programmes préparés, ruinant ainsi durablement la confiance restaurée de la société.

POUVEZ-VOUS RÉSUMER, À L'INTENTION DES LECTEURS EUROPÉENS, LES PRINCIPALES MESURES PRISES POUR SOUTENIR LES ACTEURS CULTURELS DANS VOTRE PAYS ? SELON VOUS, CES MESURES SONT-ELLES EFFICACES ? QUE RESTE-T-IL D'URGENT À FAIRE, QUEL SOUTIEN FAUT-IL ENCORE APPORTER ?

Comme la plupart des employeurs, les opérateurs institutionnels de la culture ont été intégrés au système d'aide d'État pour la protection de l'emploi. Par ailleurs, de nombreuses institutions telles que des centres d'art dramatique et de musique, qui dans leur travail quotidien avec les artistes fonctionnaient sur la base de contrats-commandes ou de contrats ponctuels de mission,



ont entrepris pendant la période du confinement d'apporter un soutien financier aux artistes qui avaient perdu leurs moyens de vivre suite à la rupture ou à la suspension de leurs contrats. Pour ce faire, ils ont eu recours aux dispositifs de la sécurité sociale ou du Fonds d'Avantages Sociaux Garantis (Caisse de Prévoyance des Salariés). Cette mesure concernait principalement les membres des ensembles de danse ou d'instrumentistes et les choristes travaillant avec de grandes institutions. L'exonération partielle ou totale du paiement des cotisations sociales a été d'un grand soutien pour les institutions culturelles ainsi que pour les associations, les personnes à leur compte et les auto-entrepreneurs.

En revanche les programmes soft – de type opérationnel, préparés par le Ministère de la Culture et du Patrimoine National – bien que menés à grande échelle, n'ont pas couvert un quart des besoins du milieu de la culture. Cela a montré dans quelle mesure le soutien opérationnel (axé sur les tâches) apporté au domaine de la culture en Pologne se situe dans sa conception à un niveau fort éloigné des besoins des créateurs et des opérateurs de la culture.

————— LA PANDÉMIE A MIS EN ÉVIDENCE LA FRAGILITÉ DU SECTEUR CULTUREL, A RÉVÉLÉ SES FAIBLESSES STRUCTURELLES ET SES DIFFICULTÉS DE FINANCEMENT, ET A RENFORCÉ L'ATTENTION PORTÉE AUX INSTITUTIONS FINANCÉES PAR L'ÉTAT. QUELLES LEÇONS DEVRIONS-NOUS TIRER DE CETTE CRISE POUR LA RECONSTRUCTION FUTURE DU SECTEUR CULTUREL ?

Le financement des institutions culturelles en Pologne, surtout en ce qui concerne les théâtres, diffère des solutions adoptées dans de nombreux pays européens. Les collectivités (aussi bien au niveau régional – les voïévodies – que municipal), supportent

la plus lourde part des dépenses dans le domaine des institutions théâtrales. Ce sont justement les collectivités qui assument la fonction d'organiseurs ou et de mécènes des théâtres. Leur modèle institutionnel qui met l'accent sur la permanence d'un groupe d'artistes n'a pas changé depuis des décennies. D'où tant de groupes d'acteurs employés sur la base d'un contrat de travail à durée indéterminée (et non pour une saison). Il semble que ce modèle fasse ses preuves en tant de crise d'une ampleur telle que celle que nous traversons en ce moment, et il convient de souligner à nouveau que les ressources qu'il faut protéger dans le domaine de la culture sont avant tout les ressources humaines – des groupes d'artistes reconnus de longue date pour la qualité de leurs performances. C'est justement la spécificité des arts performants (performing arts) dont le caractère de groupe a été fragilisé par un affaiblissement structurel et non-structurel ainsi que par des pertes. L'impossibilité d'exercer son propre métier équivalait à l'impossibilité de toute « performance », c'est-à-dire à l'impossibilité de fonctionner dans une condition qui est basée sur l'artisanat et le perfectionnement non seulement technique mais aussi au-delà de la technique – horizontal (social).

Il semble que le besoin urgent soit non seulement celui de programmes d'aide « boucliers » mis en place par l'État mais aussi de programmes opérationnels menés par les opérateurs régionaux (au niveau des voïévodies et des grandes agglomérations), propres à stimuler l'activité individuelle par le biais de commandes de nouvelles œuvres et de nouveaux spectacles pour un futur proche (en tenant compte, bien entendu, des restrictions sanitaires) sous la forme d'une promesse d'action culturelle pour des associations ou des fondations.



— OUTRE LES BESOINS EXISTENTIELS DU SECTEUR CULTUREL, ON OBSERVE UNE TRIPLE FRUSTRATION DANS LE CONFINEMENT DE LA VIE CULTURELLE : LA FRUSTRATION DES ARTISTES, LA FRUSTRATION DES INSTITUTIONS CULTURELLES, MAIS AUSSI CELLE DU PUBLIC. QUELS SONT LES MOYENS ENVISAGEABLES POUR RÉUNIR À NOUVEAU CES TROIS « ÉLÉMENTS » EN ATTENDANT LA RÉOUVERTURE COMPLÈTE ?

Depuis le début de la pandémie, l'image que nous nous faisons des fondements de la culture a vacillé. Le terme grec utilisé pour la description « technique » de la dimension du problème – *pandémie* contient la racine *demos* (δῆμος), celle qui constitue l'élément de l'un des concepts les plus importants de notre civilisation – *la démocratie*. En un temps où une menace généralisée plane sur la vie, nous avons confié les rênes de la conduite ainsi que de l'autonomie sociales aux dispositifs étatiques, structurels. Il s'est vite avéré que leur efficacité et leurs capacités sont quasiment nulles sans la possibilité de s'appuyer sur des comportements sociaux développés sur la base de l'idée de démocratie. Il existe encore une autre grande idée contenue dans le concept grec dont la racine désigne « l'ensemble des ressources humaines » comprises d'une façon dynamique, et non statique, proche du concept de culture – c'est *paideia* (Παιδεία). Le problème auquel nous sommes confrontés, c'est de savoir comment continuer à transmettre ce grand message contenu dans la *paideia* grecque qui s'identifie avant tout à l'éducation, la formation – comment accompagner les générations suivantes sur leur chemin pendant un temps donné relativement court quand les différentes générations ne « discutent » pas du tout entre elles ? Comment en période de pandémie, en s'appuyant sur des outils technicisés, créer dans le domaine de la culture et de l'éducation une corde qui permette de tirer de nouvelles flèches pour construire « l'art de demain » capable de reconstituer une culture participative ?

Si je devais employer le terme « modèle » pour le type de culture proposé dans le domaine du théâtre ou plus généralement dans les arts du spectacle vivant, je qualifierais ce modèle de « participatif » (en opposition au modèle de la culture dirigée vers la consommation).

Nos actions élaborées selon ce type de modèle ont été totalement suspendues et même le médium extraordinaire qu'est devenue la toile globale, internet avec ses possibilités numériques exceptionnelles, ne parvient pas à recréer les fondements d'un modèle inclusif, de participation réelle.

Aujourd'hui nous prenons part à quelque chose que nous ne comprenons pas entièrement. Cette forme de participation nous confronte tous à une nouvelle situation – au-delà de nos habitudes, des problèmes et des solutions habituelles, c'est-à-dire « au-delà de notre zone de confort ». Des notions telles qu'enseignant, maître, instructeur, spécialiste, expert n'ont jamais été jusqu'à ce jour à ce point soumises à l'épreuve ni remises en question. Nous sommes tous devenus partenaires, face à la menace qui plane sur la vie.

La base de la culture du théâtre est le contact reposant sur la confiance. C'est donc la restauration de la confiance qui devient la tâche principale du théâtre et de la culture en général. Une autre tâche, aussi importante dans l'avenir le plus proche, est de découvrir de nouvelles formes (ou bien cristalliser les modes de communications existants) pour décrire non pas tant l'échelle du problème de la pandémie (c'est la tâche des épidémiologistes, des leaders politiques), que sa profondeur. La période de pandémie nous a permis de faire l'expérience de la fragilité de notre existence biologique et de prendre conscience en même temps de la dimension de l'accomplissement d'une civilisation, qui dans le respect de l'individualité et



de la dignité de la personne, rend possible la construction de sociétés extraordinairement denses telles que les villes et surtout les métropoles. Ce sont justement ces foyers particulièrement touchés par la pandémie qui ont gagné une nouvelle dynamique sociale et avant tout une occasion de redéfinir la structure des autorités, remettant au premier plan l'engagement de spécialistes hautement qualifiés. Il semble que cette extension recréant le concept de culture le plus large, lié non seulement à l'environnement et à la description de la vie, mais aussi à sa protection (y compris la protection des valeurs, « le monitoring » et le maintien d'une orientation) constitue pour la culture le défi le plus important à relever.

*Théâtre factuel, « Journal du temps de la peste », épisode VIII,
un projet sous le parrainage de l'Institut Jerzy Grotowski.*

p. 21



Impressum

Mentions légales

Fondation Genshagen
Dialogue artistique et culturel en Europe
Angelika Eder

Am Schloss 1
14974 Genshagen
Allemagne
+49 (0)3378 805931
institut@stiftung-genshagen.de
www.stiftung-genshagen.de



Direction du projet

Noémie Kaufman, Fondation Genshagen

Traduction

Passage Traductions – François Mortier & Aurélie Duthoo (depuis l'allemand), Isabelle Macor (depuis le polonais)

Responsable graphique

Dorothee Billard
www.dorobillard.de

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être copié ou reproduit de façon partielle ou intégrale sans l'autorisation écrite et préalable de la Fondation Genshagen.

© Stiftung Genshagen, 2020

Les contributions reflètent exclusivement les opinions personnelles des auteurs et non la position de l'éditeur, de ses fondateurs ou de ses bailleurs de fonds.

Dans la présente publication, le générique masculin est utilisé sans discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Réalisé par



Nos fondateurs



Die Beauftragte der Bundesregierung
für Kultur und Medien



LAND
BRANDENBURG

